



# REVOLUTION

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Paraît le

Mardi

Jeudi

Samedi

## La grève est trahie, les capitaux rentrent

# Franc de huit centimes et journée de 10 heures !



La grande presse — et même certains organes de la petite — bien orchestrée verse à pleins bords l'optimisme au cœur des citoyens.

Les spécialistes du marché des changes n'annoncent-ils pas que près de dix milliards de capitaux viennent hier de rentrer dans le circuit financier français. Leur exode n'avait certes pas donné lieu à une telle publicité !

Ainsi donc les rentes montent, le taux de l'argent baisse et la bourgeoisie fête le retour au bercail des capitaux enfuis. Mais, qu'ils soient de la ville ou des champs, les travailleurs n'ont aucun motif de participer à cette allégresse d'ailleurs artificielle.

Tout au contraire, ils doivent mesurer à son étirage la victoire — temporaire — que la bourgeoisie vient de remporter sur eux.

Qu'on ne s'y trompe pas ! Cette victoire de la bourgeoisie sur les travailleurs ne réside pas dans le fait que Daladier semble réussir là où Blum paraît avoir échoué : *La dévaluation Daladier*, écrit « *L'Œuvre* », fait rentrer les capitaux que la dévaluation Auriol avait fait fuir ; cela prouve non que Auriol soit mauvais financier, mais que la France ne juge pas selon les doctrines... »

Dans le déroulement historique des faits, le Front populaire n'a pas échoué, il a parcouru une étape donnée sur les chemins du capitalisme.

L'échec, qui n'est pas irréparable, est pour le prolétariat et les paysans pauvres d'avoir placé leur confiance dans le Front populaire, et de ne pas s'être préoccupés, — comme nous les appelions sans relâche à le faire — de renforcer leurs propres positions de classe pour asséner des coups plus violents à la bourgeoisie sitôt dépassée l'étape Front populaire.

Aujourd'hui, l'étape est franchie et les travailleurs se trouvent sur des positions de combat plus mauvaises que celles qu'ils occupaient au départ.

Depuis deux ans, une série ininterrompue de mesures peut s'inscrire dans le cercle infernal de la guerre, de la misère et de la dictature...

Les travailleurs n'achètent pas de rentes mais achètent du pain, des vêtements... Or le franc non stabilisé et ramené à une valeur-or de huit centimes signifie une nouvelle ascension du coût de la vie !

Les travailleurs n'exportent ni n'investissent de capitaux. Leur capital, c'est leurs deux bras, engagés depuis toujours dans le cycle de cette production dont on déclare aujourd'hui — paroles de Daladier — qu'elle est « humiliante par son insuffisance ».

En vérité, l'échec pour la classe ouvrière et paysanne est d'avoir par le truchement

du Front populaire, servi de marchepied au gouvernement du radical Daladier, sur lequel s'exerce, avec son consentement, la pression plus impérieuse de la bourgeoisie.

La confiance qui renaît, c'est le paiement en deniers de Judas de la grève trahie, des usines évacuées, des commandes massives passées aux usines, des dégrèvements fiscaux accordés à celles-ci, des charges fiscales nouvelles entassées sur les épaules des travailleurs.

La confiance qui renaît, c'est l'injonction — lisez *L'Epoque* et autres organes bourgeois — d'avoir à renforcer son décret « *dérisoire* » sur la production et de « *suspendre franchement l'application des 40 heures dans toutes les industries.* »

La cérémonie nationale de dimanche matin devant Jeanne d'Arc servira de prélude à l'enterrement joyeux des conquêtes ouvrières de Juin 1936.

Dimanche matin, devant la statue de Jeanne d'Arc voilée symboliquement d'une cagoule triomphante, pavoisée du drapeau tricolore des staliniens et des drapeaux jau-

nes de la S.F.I.O., le taureau châtré de Camargue prêterait serment de fidélité à la représentation hautement qualifiée du patronat, du clergé, de la réaction royaliste et fasciste.

Pendant ce temps, les canailles fascistes surveilleront vos usines, revolver au poing ! Prêtez-vous plus longtemps l'échine au fouet d'un Sarraut, tête baissée sous le joug des Jouhaux, des Thorez et des Blum ?

Ou vous dégagerez-vous des fondrières du Front populaire bourgeois pour passer sur le chemin de l'offensive prolétarienne ?

Multipliez les luttes revendicatives sur le lieu de travail, en les éclairant d'une exacte notion des problèmes de la lutte politique et révolutionnaire pour laquelle nous cimentons les assises de la IV<sup>e</sup> Internationale !

Cette lutte comporte inéluctablement d'imposer vos revendications ouvrières, d'équiper vos milices ouvrières ; de créer les organismes de lutte des masses que sont les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats ; de réaliser votre contrôle ouvrier et paysan sur la production. Elle dépend de vous, et de vous seuls.

## La situation internationale

### TOURS D'HORIZON

**A** Londres, la semaine dernière, Chamberlain et Daladier firent un « tour d'horizon » et passèrent en revue les questions internationales de la Chine à l'Espagne. A Rome, Hitler, Mussolini font leur « tour d'horizon », la Petite Entente vient aussi de faire le sien.

Partout travaillent, d'axe en axe, les états-majors. Aux dernières nouvelles, l'information que nous avons signalée ici par laquelle Roosevelt serait favorable à la levée du Neutralty Act, c'est-à-dire à l'envoi d'armes à l'Espagne républicaine, semble se confirmer : on parle d'une décision avant fin mai.

En somme, chaque impérialisme devant la nouvelle crise mondiale qui réapparaît fait son examen de conscience et se prépare à prendre position devant le problème posé : le nouveau partage du monde inéluctable.

Les impérialismes tels des brigands sans « parole », louvoient tant qu'ils peuvent (même entre alliés) mais on peut cependant à peu près fixer les jeux :

L'Angleterre sait que l'équilibre de Versailles avec son tribunal de Genève est mort. Genève reste pour les peuples jobards une espèce d'ancienne divinité qui coûte cher, entretient des bureaucrates bien rentés, mais dans laquelle personne ne croit plus. Il s'agit pour Londres de naviguer pour ne pas trop perdre d'influence dans le nouvel équilibre. Donc, d'abord gagner du temps pour réarmer, essayer d'affaiblir les princi-

paux adversaires : l'Allemagne en jetant du lest du côté de Mussolini, le Japon en finançant la défense chinoise, serrer les liens avec les Dominions et... se mêler de l'Amérique !

La France impérialiste après s'être accrochée à des illusions sur sa possibilité de tenir l'Allemagne à sa merci, a reculé sans arrêt ; à chaque recul, c'était un nouveau bruit de sabre inefficace. Tout le monde se rappelle encore les fameuses paroles de Sarraut en 1935 : « La France ne tolérera pas que Strasbourg puisse être à portée des canons allemands ! » Quelques jours après c'était chose faite et Flandin n'avait d'autres ressources que celles d'une « démonstration diplomatique ».

Aujourd'hui, l'Europe centrale, chasse gardée de l'impérialisme français, qui a payé si cher les Etats vassaux construits par sa diplomatie (Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie), voit tout son système d'influence, et ses combinaisons politiques (petite entente, entente balkanique) très lézardées et aux trois quarts effondrées : le dernier bastion, la Tchécoslovaquie, menace à son tour ruine ; partout le pangermanisme étend sa patte puissante. Par ailleurs, Mussolini et Hitler revendiquent des colonies méditerranéennes et africaines, ils s'installent en Espagne. En cas de guerre, la Méditerranée serait intenable pour la flotte et les communications françaises, etc., etc... Jusqu'où ira le recul continu de

## Tours d'horizon

(Suite de la page 1)

Paris ? Il semble que l'impérialisme français, aidé des partis stalinien et réformiste soit cette fois décidé à jouer la carte de la résistance et peut-être même de la contre-offensive ! Bien évidemment, sa faiblesse ne lui permet de mener son jeu dans l'orbite de la politique britannique, d'où la solidarité des deux diplomates malgré des divergences assez accentuées — où Paris cherche à entraîner Londres à l'énergie (notamment sur la question tchécoslovaque).

De l'autre côté de la barrière, l'axe Berlin-Rome cherche à pousser à fond ses avantages. Pour Hitler, l'Anschluss a ouvert d'énormes possibilités en Europe centrale et entr'ouvert la porte sur l'Orient.

Il s'agit cependant d'accroître ces avantages pour ne pas laisser les résistances franco-anglaises s'organiser dans ces régions. C'est pourquoi il faut s'attendre d'une façon ou de l'autre au règlement de la question tchécoslovaque nécessaire au renforcement de l'influence allemande et au rapprochement avec Varsovie et Budapest. Hitler paiera le prix à Mussolini pour que celui-ci lui accorde sa neutralité bienveillante (garantie d'appui en Méditerranée, partage de zones d'influence en Europe centrale, etc...).

Il n'est pas possible de savoir si l'axe Berlin-Rome est prêt cependant à courir le risque de guerre immédiate ; il est vraisemblable que des louvoiements seront employés pour éviter toute initiative directe. Par exemple, en Tchécoslovaquie, le problème pourrait se présenter sous la forme d'une guerre civile suivie d'intervention ; quant à l'Espagne, on accentuera l'effort plus ou moins clandestinement avec quelques précautions si nécessaires, cela n'empêchera pas non plus de signer des « gentlemen agreement » avec tous les « gentlemen » de la terre ; Chamberlain du Bonnet, on peut être gentleman et pickpocket.

Evidemment, des événements imprévus peuvent modifier la forme d'action de l'axe : la vente par l'Amérique d'armes à Négrin pourrait précipiter l'appui à Franco, etc... Ce qui est sûr, c'est que l'axe veut au moins renforcer à bref délai les positions conquises et qu'il ne reculera pas.

La-dessus se greffent de multiples questions de rapport de forces et de situation, tels que l'état relatif des armements des divers groupes, les possibilités de victoire ou de défaite du Japon en Chine... et, enfin, avant tout, le développement ou l'arrêt de la nouvelle crise mondiale qui semble avoir commencé depuis septembre 1937. La production mondiale a bien baissé depuis ce moment, même en Allemagne, alors en plein essor.

L'intervention américaine dans les affaires européennes peut aussi jouer un rôle décisif. Quel est le jeu de l'Amérique ? A la veille de nouvelles secousses économiques et sociales, ne verrait-elle pas d'un très mauvais œil l'impérialisme rival anglais se mieux défendre qu'elle ? Ses inquiétudes vis-à-vis de l'Allemagne qui la gêne partout, même en Amérique du Sud, qui va prendre sa place, la première, pour le commerce en Tchécoslovaquie, en ce qui concerne de nombreux produits, ne vont-ils pas la pousser à contre-attaquer quoi qu'il advienne ? L'envoi d'armes à Négrin aurait un sens très important. Chamberlain doit appeler ça un coup de Jarnac ! une vraie torpille à sa politique !

Il est impossible de nous étendre davantage sur ce tour d'horizon dans lequel il faudrait comprendre l'U.R.S.S. sur lequel bien peu de renseignements (en dehors d'arrestations et fusillades) sont maintenant fournies mais où la grave situation intérieure peut réserver les surprises les plus dramatiques.

Nous arrivons à un tournant très grave et très important pour le capitalisme mondial ;

## Toujours sur la grève des Métallurgistes Parisiens

CHACUN jour, des communiqués du syndicat donnent des morceaux de dispositions et de modifications apportées à la convention collective et aux salaires. Les métallos préféreraient connaître le texte intégral tel que les bônzes l'ont signé ; ça ne changerait rien quant aux dispositions incluses, mais ça serait beaucoup plus clair pour s'y retrouver.

Mais c'est effectivement cela que les bônzes syndicaux ne veulent pas. Un jour on apprend que certains ont droit à une prime de 2 francs, d'autres ont droit à telle augmentation, le lendemain on apprend que certaines dispositions ne s'appliquent pas aux établissements de moins de 100 ouvriers travaillant moins de 32 heures et dont la branche a une activité de 25 % inférieure à l'année précédente. Ouf !

Tout est compliqué à souhait pour empêcher le métallos de s'y retrouver. Et maintenant, Doury commence une série d'articles pour tirer les enseignements de la grève.

Il commence par répéter ce que Croizat a déjà écrit, à savoir qu'avec l'Anschluss, le syndicat décide de changer de tactique. Autrement dit, le Syndicat et la Fédération à ce moment étaient décidés à empêcher que le mécontentement et la colère des métallos provoquent des difficultés au capitalisme français. Doury, comme Croizat, ne sont plus les défenseurs des intérêts ouvriers mais de ceux du capitalisme.

Nous avons dit que la grève avait été lancée par le syndicat dans des conditions permettant plus aisément son étranglement, afin précisément de faire avorter le mouvement qui mûrissait. Dans son article, Doury vient expliquer que chez Citroën « certains éléments irresponsables furent particulièrement actifs au départ de ces conflits ».

C'est une façon de ne pas répondre à la question : qui a donné l'ordre de grève ? Si des « irresponsables » ont pu être actifs pendant la grève, même à son départ, nous pouvons affirmer que la grève a été ordonnée par les « responsables » et par eux seulement.

Nous relèverons au fur et à mesure les articles de Doury et rétablirons la vérité.

Il nous faut ajouter seulement quelques mots relativement à la réunion des métallos du « Cercle Lutte de Classes », réunion dont nous avons donné un large compte rendu dans nos deux précédents numéros.

Cette réunion a montré qu'il y a un noyau de plus en plus fort de militants métallurgistes qui sont résolus à mener la lutte contre la direction de trahison. Mais elle a montré aussi que les militants qui ont la direction du « Cercle Lutte de Classes » sont aussi timorés que possible et, sous le prétexte d'exclusions, s'opposent à la création d'une véritable opposition révolutionnaire dans les syndicats. Signalons en passant les petits moyens hérités de la bureaucratie avec lesquels Galopin

Dans la rubrique des convocations de « l'Œuvre », nous relevons la mise en garde suivante :

« Fédération Socialiste de la Seine (rebelles). Le Bureau fédéral communique :

« Etant donné que des appels et des tracts à caractère de provocation ont été distribués pour inviter nos militants à se rendre à Luna Park le dimanche 8 mai pour porter la contradiction aux orateurs du Parti, le Bureau fédéral fait un appel pressant à la discipline et au sens politique de tous les membres de la Fédération pour qu'ils s'abstiennent d'aller à cette manifestation. »

Dans le précédent numéro de « la Commune » nous avons donné le texte du tract édité par le P.C.I. à l'intention des militants de la Fédération de la Seine. Il constitue une provocation, un appel à l'indiscipline, un manque de sens politique (?) et tout et tout (voir le vocabulaire infiniment plus riche des stalinien).

Cette mise en garde n'est pas pour nous étonner beaucoup mais elle caractérise bien la mentalité capitulaire des « chefs rebel-

## LE COIN

empêcha la réunion de se prononcer ou de poursuivre le débat ultérieurement en vue d'une conclusion ; déjà une assemblée précédente de tout le Cercle avait adopté une résolution au sujet de la lutte contre la guerre et le Comité dirigeant prit sur lui d'en faire autrement.

Les « habiletés » pour ne pas se faire exclure, elles aboutiront à livrer isolément des camarades aux exclusions ; seule une grande bataille sur un programme révolutionnaire précis peut faire hésiter les bureaucrates d'abord, les battre ensuite. Nous reviendrons ultérieurement sur ces questions.

### Champigny-le-Sec (Vienne)

#### A la porte le raticchon

La Municipalité de Champigny-le-Sec ayant émis la prétention d'augmenter le loyer du curé, tout ce que le département compte de catolins, de hobereaux et de réactionnaires est mobilisé pour organiser la résistance dans cette petite commune de la Vienne. On sait, en effet, que, partout ou presque, les raticchons échappent au droit commun et occupent des immeubles pour lesquels ils paient des loyers qui atteignent bien rarement 100 francs, par an, bien entendu.

Dans sa lutte contre la municipalité et les travailleurs de Champigny, l'évêque trouve l'appui des pouvoirs publics, comme il fallait s'y attendre et le préfet doit arranger l'affaire. On connaît trop la complaisance du Front populaire pour les curés pour ne pas comprendre ce que cela veut dire.

Mais les paysans et les artisans de Champigny ne doivent pas capituler et nos lecteurs et sympathisants doivent organiser la lutte. Manifestation à la mairie et, si besoin est, occupation de l'église et du presbytère ! Pas un sou pour les curés ! A la porte, le raticchon ! Tels doivent être les mots d'ordre que défendront les travailleurs dont les églises, quelles qu'elles soient, ne visent qu'à réduire les conditions de vie.

Tous les prolétaires de la région doivent être solidaires des camarades de Champigny-le-Sec, qui peuvent compter sur l'aide de notre Parti Communiste Internationaliste qui, lui, n'abandonnera pas la lutte antireligieuse.

#### NÔTRE PÉRMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures  
36, rue du Château-d'Éau, 36



Dans la  
Chez les

les ». Nous n'en voulons pour preuve que leurs déclarations publiques :

« On nous a chassés du Parti par un coup de force dû à Daniel Guérin, on nous oblige donc à dénoncer les chefs traitres du Parti Socialiste contre notre gré. Ils se sont conduits comme des traitres dans les grèves, ils ont assassiné des ouvriers à Clichy, ils ont abandonné les révolutionnaires espagnols, ils n'ont plus rien à voir avec le socialisme », disent les autres, ajoutant toutefois qu'ils espèrent les voir changer à Royan.

Mais de là à leur porter la contradiction devant des buvriers, quelle immonde provocation !

Enfin, il faut manquer du sens politique le plus élémentaire pour ne pas comprendre que moyennant une attitude souple et intelligente, certaines réintégrations seront possibles... après Royan, l'amnistie même, disait Andrée Marty-Capgras dans le « Populaire » du 6 mai.

Le style de la mise en garde a aussi son sens : il sue la peur, la même peur qui secoue les stalinien aux tripes devant le dé-

# DU PROLO

## P.T.T. LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DES P.T.T.

La préparation du Congrès de Vichy est une honte. Nous n'avons eu les rapports que très tard, empêchant de ce fait toute discussion sérieuse et réfléchie.

Le bureau régional des Employés de la Seine, soutenu par les Secrétaires de Sections, lors de sa réunion du 22 avril, fixèrent le Congrès régional pour le 28 avril.

C'est un scandale !

Les bureaucrates syndicaux, staliniens ou réformistes ont-ils peur que la base s'exprime et fasse des reproches sur leur collaboration avec le gouvernement bourgeois pour la réalisation de la « pause » qui fut néfaste aux intérêts des fonctionnaires et de tous les travailleurs en général.

Les bonzes syndicaux du Comité Régional à la Fédération Postale, freinant la lutte revendicative, nos camarades ne bénéficièrent d'aucune amélioration de leurs conditions d'existence.

Nous ne pouvons plus avoir confiance en ces gens qui nous trompent. Nous devons discuter et élaborer nous-mêmes notre programme revendicatif en constituant notre « Conseil d'entreprise » élu par l'ensemble des travailleurs de l'établissement.

P.-S. — Le « Soviet des P.T.T. » n° 6 vient de paraître ; nous demandons aux camarades de nous en commander pour les camarades P.T.T.

## AU HAVRE CHEZ SCHNEIDER

On a fait 45 heures pendant quinze jours seulement et la direction a été obligée de reculer car le mécontentement, s'il n'était pas général, n'en était pas moins réel et certains services n'ont jamais fait 45 heures.

Un autre fait à signaler : nous aurons à dénoncer les pousseurs-au-cul, s'ils ne changent pas (notamment à la caisse). Bien que payés à l'heure, il y en a quelques-uns qui croient utile de faire deux fois plus de travail que les autres et... c'est tout le monde qui sera ensuite obligé d'en subir les conséquences.

Quand, par-dessus le marché, ces individus se disent « très à gauche », ils n'encouragent pas les copains à y aller.

## CONVOCATION

Parti Socialiste S.F.I.O.  
X<sup>e</sup> Section

Fédération de la Seine  
7, rue Meslay, Paris (3<sup>e</sup>)

RÉUNION de la X<sup>e</sup> SECTION le LUNDI 9 MAI  
1938 à la « Ville de Quimper », 95, faubourg Saint-Martin, Paris.

S.F.I.O.

« rebelles »



Le développement de la conscience révolutionnaire qu'ils qualifient de trotskyste. Pour des responsabilités qui incombent à des « rebelles malgré eux ». Pour d'agir en révolutionnaires. Pour d'être débordés par une base qui attend nettement des directives de combat.

Provocation ? Pour combien de militants « dissous », la provocation, c'était la réunion de Luna-Park.

Les militants socialistes du 10<sup>e</sup>, relevant notre proposition de soutenir effectivement leur combat contre les traitres du mouvement ouvrier, ils nous adressent une lettre pour insérer la convocation de leur section du X<sup>e</sup>, convocation que nous insérons très volontiers.

Nous nous permettons en même temps de faire quelques réserves sur le texte même de la lettre puisqu'elle nous est communiquée. Les camarades du X<sup>e</sup> demandent à tous les socialistes de ne signer aucun bulletin de capitulation, ce qui est parfaitement juste, mais ils citent en exemple : « P. Rivet et son admirable esprit de dignité » qui a refusé de signer.

## Le « beefsteack » augmente...

Et pas seulement le beefsteack ! C'est le coût de tous les achats indispensables à l'existence qui entre en conflit quotidien avec le porte-monnaie.

Dans cette lutte inégale, c'est, hélas ! toujours le porte-monnaie qui a tort. Telle est la désolante constatation que font, chacun de son côté, l'ouvrier, le paysan, l'artisan, le petit fonctionnaire.

Et qui se traduit dans un grand nombre de lettres que nous recevons :

« ... Je voudrais pouvoir vous aider davantage dans votre action, m'abonner à « La Commune », envoyer dans mon entourage des abonnements de propagande, mais la vie commande des restrictions... »

C'est vrai, et c'est faux.

On ne restreint pas la quantité d'air que l'on doit respirer pour vivre.

Réaliser une économie de quelques francs en réduisant son activité politique n'empêchera pas le porte-monnaie d'avoir tort dans la vie quotidienne. Bien au contraire, c'est en freinant son activité politique que l'on permet à l'Etat de majorer les impôts de 8 %, au patronat d'accroître la durée du travail et de réduire le salaire, au mercanti et aux entreprises d'accroître le coût de la vie.

Les « La Commune » et fais-la lire ! Abonne-toi, répands-la, aide-la ! Si chacun de ses lecteurs actuels lui apportait régulièrement chaque semaine un appui minimum, « La Commune » paraîtrait chaque jour.

Sa puissance de regroupement révolutionnaire serait plus grande, et plus décisive l'action que tu veux mener pour ta défense contre ceux qui t'exploitent.

## NOTE DE L'ADMINISTRATION

Les camarades responsables régionaux de la vente de « La Commune » sont priés de nous donner de suite les renseignements que nous avons demandés dans notre dernière circulaire.

## BONS DE SOUTIEN

Le camarade ayant le n° 503 peut passer au Centre prendre ou nous commander brochures ou livres à son choix jusqu'à 12 fr., que nous lui remettrons gratuitement.

## NOTRE SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE

Phalange 14, 15. — Cap., de Pierrefitte, 20. — Ribot, 10. — Du 14, soutien, 10. — Jean, un jeune, 0,50. — Linck, 10. — Un sympa, 4. — Sou-tien Tal, Puteaux, 30. — Un collecteur, 10. — Her., 25. — Liste de souscription 1121 : Louis, 15; Ern., 10; J.H., 2,50; Ver., 5; Tr., 5; I., 10; total de la liste : 47,50. — Un jeune, 12. — Mai, 15. — Br., 10. — De la province, Champs, 40. — Orne, un sympa, 30. — De l'Est, 20. — Liste de souscription 1193 : le collecteur, 15. — Marcel, 20; pour les bottes, 10; R., 4; V., 2; un sympa de Fédération dissoute, 10; total de la liste : 61. — V.R. 4. — H., 5. — Pour le journal, un S.F.I.O., 5. — Ernest, pour le soutien, 10. — Un jeune, 1. Total de la liste : 395 fr.

Si nous relevons cette petite phrase ce n'est pas que nous en ayons spécialement à Paul Rivet qui n'est qu'un intellectuel plus sympathisant au mouvement ouvrier que militant révolutionnaire actif. C'est que nous croyons dangereux d'attirer les ouvriers autour de « noms » de personnalités. Un groupement de militants révolutionnaires ne peut se former que sur la base d'un programme révolutionnaire, les hommes pouvant trahir ou disparaître. Il faut se garder d'en faire des pôles d'attraction.

D'ailleurs, dans la confusion qui est la principale caractéristique de la récente rupture dans le P.S., les militants qui ont suivi les exclus doivent se rendre compte que les Paul Faure, les staliniens aussi, ont laissé leurs hommes dans leurs rangs, n'attendant que l'occasion propice pour disloquer leur mouvement.

Seule la délimitation sur une base politique claire peut permettre aux « dissous » de regrouper les meilleurs militants en éliminant les hésitants et les confus. Toute autre attitude d'atermoiements ne fera que favoriser la dégénérescence d'un mouvement qui pourrait être progressif.

## Après les décrets-lois

## Lettre d'un « étranger »

Camarades,

DANS le numéro du mardi, vous traitez la question des étrangers résidant en France. Ne serait-il pas possible, compte tenu de la place, d'ouvrir une rubrique sur ce sujet, si brûlant pour des milliers de travailleurs, car seul votre Journal, à ce jour, en a parlé pour les défendre.

Cette rubrique pourrait rappeler toutes les lois sur les étrangers, les brigades et les vexations qu'ils subissent. Pourquoi beaucoup sont en France et comment ils sont venus.

Le mutisme de la presse dite de gauche n'est pas fait pour me surprendre. Le « Populaire », organe de la social-démocratie, se fait complice, par son silence, « Le Peuple », journal « syndical », resté sur le terrain syndical en abandonnant à nouveau une large partie des couches exploitées.

Quant à l'« Humanité », je ne serais nullement étonné que cette feuille reprenne, dès demain, le mot d'ordre que les staliniens n'ont d'ailleurs pas abandonné mais qu'ils ont mis de côté : La France aux Français. Il faut faire chorus avec la meute réactionnaire et chauvine.

La III<sup>e</sup> Internationale, après avoir trahi le prolétariat de Chine, d'Allemagne, comme actuellement elle tend la main au fascisme espagnol pour écraser les ouvriers révolutionnaires en Espagne, achève son œuvre en France par Cachin, Duclos et consorts, en rejetant par les multiples trahisons des ouvriers quelquefois complètement apolitiques, des exploités, des réfugiés politiques. Des familles entières, des femmes, des enfants, des vieillards, entre les mains de leurs bourreaux. La Guepéou, la Gestapo et toute la fiscalité du monde entier.

Italiens, Allemands, Autrichiens, Espagnols, Polonais, tous ces ouvriers révolutionnaires qui ont combattu pour la défense de leurs idées à Vienne, Berlin, en Espagne, partout, et qui ont été battus parce que trahis par la bureaucratie stalinienne, verront pour eux, comme pour le camarade Trotsky, la planète sans visa.

Il faut que l'ouvrier français sache bien toute la scélératesse des derniers décrets-lois, car les derniers décrets ne concernent que les ouvriers ; ces mesures de coercition ne sont que pour vos frères de combat.

Croyez-vous que les cartes d'étrangers délivrées par la préfecture de police ont gêné feu Basil Zaharoff, ce marchand de canons, dans son commerce de mort, pas plus que les nouveaux décrets n'empêcheront le Duc de Windsor et Roi d'Angleterre de promener sa « putain royale » dans toute la France. Toute cette racaille de grands ducs sera et sera restée sur la Côte d'Azur à se dorer le ventre au soleil.

Ouvriers français, le gouvernement de Daladier, le fusilleur d'ouvriers (il n'a pas de distinction de nationalité, le 6 février 1934) veut faire de toi un mouchard.

L'article 6 : Toute personne logeant ou hébergeant un étranger à quelque titre que ce soit, même à titre gracieux, devra faire la déclaration dans les 24 heures de l'arrivée ou de la location.

Article 4. — Tout individu qui par aide directe ou indirecte aura facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger sera puni de 100 francs à 1.000 francs d'amende et d'un emprisonnement de un mois à un an.

Chaque paragraphe de ces nouveaux décrets est un carcan nouveau.

Ouvriers français, les camps de concentration que la bourgeoisie française prépare soi-disant pour les « indésirables », serviront pour tous les ouvriers révolutionnaires, sans distinction de nationalité. Il faut que tous les exploités de France se rappellent la phrase de Marx : « Les ouvriers n'ont pas de Patrie ! »

## Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an ..... 50 fr.  
6 mois ..... 15 fr.  
3 mois ..... 8 fr.

Compte Chèque postal :  
BRAUSCH 1778-07 Paris

# Avec les jeunes exploités

Après le congrès des J. S.  
à Limoges

## Le vrai visage du réformisme

**N**OUS avons déjà parlé dans « La Commune » du récent Congrès de la Jeunesse Socialiste en faisant ressortir le fait dominant de ce Congrès : l'exclusion d'une vingtaine de militants et la dissolution de la Fédération de la Seine des J.S. Aussi, si nous revenons encore une fois, aujourd'hui, sur ce Congrès, c'est qu'un certain nombre de choses figurant au compte rendu du Congrès, paru dans le « Cri des Jeunes », méritent d'être mises sous les yeux de nos jeunes lecteurs, pour leur montrer le chauvinisme cynique arboré par les réformistes.

Discutant sur la question de la défense nationale, un certain Tissier, du Puy-de-Dôme « s'exprime dans une courageuse intervention » (Le « Cri des Jeunes » dit) :

« La situation internationale exige impérieusement que les nations démocratiques ne soient pas affaiblies devant les fascismes. Depuis les réformes sociales de 1936, le peuple ouvrier de France a trouvé une patrie ; il est peut-être inopportun d'exagérer la lutte antimilitariste. » Une telle intervention a tout de suite valu à ce Tissier d'être élu au C.N.M., comme l'on pense.

En ce qui concerne les « nations démocratiques », notre jeune réformiste devrait faire un petit tour en Tunisie, au Maroc, en Indochine, ou dans les colonies « conquises » par l'Angleterre, ou encore, pour ne pas aller si loin, dans la première caserne venu. Il pourra apprécier hautement les méthodes « démocratiques » des démocraties.

Quant à la « patrie qu'a trouvée le peuple ouvrier de France », si notre théoricien est conséquent, il doit considérer les Daladier, Bonnet, Reynaud et Mandel (beau-fils de Rothschild) comme les représentants des ouvriers, puisque c'est le gouvernement de la « patrie du peuple ouvrier ».

Mais continuons. Un autre apprenti-bonze, de la Gironde celui-là, déploie lui aussi un zèle à tout casser :

Il prouve que la France n'est pas seulement la patrie des travailleurs, mais aussi la patrie des réfugiés politiques. On ne peut pas demander à la fois la suppression de la Défense nationale et une politique énergique contre les gouvernements dictatoriaux. »

Lorsqu'on connaît le dur calvaire gravi par les réfugiés politiques révolutionnaires, quand on connaît la façon dont ils sont brimés et pourchassés par la « patrie des travailleurs », on a de la peine à retenir son pied qui, instinctivement, irait se heurter à l'arrière-train d'un rigolo qui ose proférer de pareilles insanités. Quant au reste, on se demande ce qu'attend ce J.S. de la Gironde pour s'engager pour 5 ans au moins dans l'armée de « sa patrie », afin que celle-ci puisse mener une action plus « énergique » contre les gouvernements dictatoriaux. »

Alors, qu'est-ce qu'on attend ? Sac au dos, fleur au fusil, et allons-y : à Berlin ! à Berlin ! C'est là la politique que préconisent ces J.S., dignes de leurs aînés qui firent l'Union sacrée en 1914.

Après cela, Léo Lagrange peut dire dans son discours :

« De notre Congrès (c'est le compte rendu du « Cri des Jeunes » que nous citons), il a reçu une impression extrêmement forte, sur tout lorsqu'il a senti, comme à l'instant d'avant, l'unanimité de nos sentiments socialistes. »

Vous parlez de « sentiments socialistes » ! On voudrait entendre maintenant ce que sont alors les sentiments chauvins.

Enfin, pour que vous ne croyiez pas que nous avons abusé de paroles prononcées à la légère par quelques excités sous l'influence des liquides alcoolisés qui ne manquent jamais à ces sortes de Congrès, nous vous citerons des paroles plus officielles.

Voici ce qu'a dit Paul Faure, Monsieur Paul Faure lui-même :

« Le Gouvernement a-t-il trahi comme le prétendent ses détracteurs ? J'ai été le collaborateur de l'homme à qui vous avez donné

## Les Conventions collectives de la métallurgie

# Encore un coup contre la Jeunesse

**A** grands cris, l'on a annoncé cette semaine que la nouvelle convention collective de la Métallurgie serait signée à la date promise. A défaut d'autres victoires, les dirigeants de la Fédération des Métaux déclarent cette nouvelle comme telle.

En réalité, cette convention, quoi qu'en dise la haute direction, n'a rien d'une victoire et certaines clauses de cette convention sont nettement à combattre par les ouvriers révolutionnaires.

Un des points à combattre vigoureusement et dont nous allons nous occuper ici, est celui qui donne, à côté des augmentations de misère de cinq à sept sous aux ouvriers adultes, quatre sous seulement aux jeunes.

A première vue, cette différence peut sembler d'une importance bien relative, mais il ne s'agit pas seulement de regarder les questions d'une façon superficielle, il faut les approfondir.

On accorde aux jeunes moins qu'aux adultes, ce n'est pas un fait occasionnel, isolé, non, c'est la continuation de toute une politique qui tend à inférioriser sur le plan des revendications ouvrières, la jeunesse travailleuse.

Rappelons quelques faits.

Dès les accords Matignon, on restreint les droits des jeunes : pour avoir le droit d'être son délégué, il faut avoir dit-huit ans. En-dessous de cet âge limite, on a le droit d'être exploité, mais pas celui d'être ses délégués.

Et, pour être délégué, si vous n'avez pas vingt-et-un ans, vous passerez une autre fois, quand vous aurez atteint cet âge.

Lors des arbitrages pour les Métallos et le Bâtiment, à la fin de l'année dernière, les adultes ont eu sept sous d'augmentation, les jeunes deux sous seulement !

Dans le conflit des Métallos du Nord, au mois de mars dernier, encore une fois de plus, ce sont les jeunes qui se sont trouvés les plus frappés, car si les deux sentences qui ont eu lieu, consécutivement, avaient accordé aux ouvriers adultes de minimes et misérables augmentations, les jeunes, ni dans la première sentence ni dans la seconde, ne se sont vu accorder un sou.

Ainsi, la seule augmentation qui tient ferme pour la jeunesse, c'est celle de la durée du service militaire qui reste fixé à deux ans et qui risque fort de se voir prolongée d'ici quelque temps.

Mais, de cette augmentation, on se serait passé sans peine !

Une telle politique ne peut avoir évidemment que les résultats les plus terribles,

voire confiance. Et je puis dire que jamais Blum n'a abandonné les intérêts de la classe ouvrière. »

Pas besoin, en ce qui nous concerne, de démontrer le contraire, P. Faure s'en charge lui-même lorsqu'il ajoute :

« Si le Gouvernement a parlé de pause, c'est parce qu'il était comptable non seulement des intérêts d'une classe, mais des intérêts de la nation. »

Qu'on le veuille ou non, lorsque l'on veut être comptable des intérêts de classe, alors que ces intérêts sont diamétralement opposés, on est amené à trahir une classe au profit de l'autre. Et c'est tout ce que nous reprochons aux réformistes.

aussi bien pour la jeunesse elle-même que pour les ouvriers en général.

En effet, on ne dissocie pas les ouvriers en lutte sans provoquer de la part du patronat une utilisation de cette dissociation.

Sur ce plan, la responsabilité des bonzes des Syndicats et ceux des autres organisations de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales apparaîtra sous peu comme écrasante.

Pour vaincre le prolétariat, la bourgeoisie essaye par tous les moyens de dissocier, de fragmenter nos forces en donnant à telle catégorie d'ouvriers ce qu'elle n'accorde pas à d'autres catégories et ainsi de dresser une couche contre une autre pour tirer les marrons du feu.

En permettant au patronat d'inférioriser systématiquement les jeunes ouvriers par rapport aux ouvriers adultes, les bureaucraties syndicales qui se fichent éperdument de la jeunesse et de ses intérêts, jettent les jeunes dans les bras des fascistes qui utilisent démagogiquement tous ces faits.

Il existe bien, dans un certain nombre de syndicats, des commissions de jeunes, d'ailleurs étroitement surveillées par les bonzes. Mais ces commissions, au lieu de mettre à l'avant les revendications de la jeunesse et d'organiser la lutte pour l'obtention de ces revendications, font tout pour faire oublier aux jeunes ces revendications et cette lutte et pour les remplacer par l'organisation de loisirs.

Comment d'ailleurs pourraient agir autrement ces commissions de jeunes puisque les organisations de la jeunesse qui devraient être à l'avant-garde dans la lutte, font elles aussi tout ce qui est possible et imaginable pour éviter la lutte contre l'exploiteur et le régime d'exploitation.

La J.S., elle, est « à l'alignement de son Parti », contre toute politique en dehors de l'officielle (d'Union sacrée et de collaboration de classes !)

Elle est occupée non à lutter contre la bourgeoisie, mais contre les éléments non conformes à sa « ligne » politique de trahison.

La J.C.F., elle, est occupée par sa propagande, d'agence matrimoniale et de repopulation d'une part, et par ses quêtes interminables et ses risettes aux curés d'autre part.

Elle non plus n'a pas de temps pour la défense des revendications de classe de la jeunesse.

Dans sa lutte contre le Patronat et le régime qui le défend, contre le militarisme sanglant, pour son émancipation, la jeunesse ouvrière et paysanne ne doit plus compter sur les organisations qui la trahissent : La J.S., la J.C.

La jeunesse, si elle veut vaincre, doit lutter aux côtés de la Jeunesse Communiste Internationaliste, pour la formation de la nouvelle Jeunesse révolutionnaire et la IV<sup>e</sup> Internationale.

Elle doit lutter avec la J.C.I. pour :

A travail égal, salaire égal ;

L'éligibilité des délégués à partir de dix-huit ans ;

Le droit de vote aux apprentis et la participation active des jeunes aux grèves ;

L'abrogation des deux ans ;

La liaison permanente de nos luttes revendicatives à celles des travailleurs adultes.

# Les PROBLEMES de la IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

NOTRE Comité Central a reçu du R.S.A.P. hollandais une lettre d'envoi et un document que nous publions ci-dessous. La traduction française est celle des camarades hollandais du R.S.A.P., nous n'y apportons aucune retouche afin de ne rendre controversable aucune phrase.

Les lecteurs de « la Commune » ou de « la Vérité » connaissent le R.S.A.P., c'est l'organisation révolutionnaire hollandaise dont l'un des principaux dirigeants est le camarade Sneevliet (« Le président » dans la déclaration incluse), organisation qui fut, il y a plusieurs années — en 1933 — signataire d'un appel pour la constitution de la IV<sup>e</sup> Internationale et dont la rupture avec l'organisme officiel pour la IV<sup>e</sup> Internationale est partiellement motivée dans le document ci-dessous. Le R.S.A.P. — Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire — anime un contrôle syndical, le NAS qui groupe en ses rangs un nombre très important de prolétaires. Le passage du R.S.A.P. à la plateforme pour la IV<sup>e</sup> Internationale, fut, à l'époque célébré par les bolcheviks-léninistes, comme une importante victoire.

Nous ne considérons pas que le document des camarades du R.S.A.P. soit un document « intérieur », il n'y a dans son contenu rien qui puisse servir aux ennemis de la IV<sup>e</sup> Internationale ; nous avons assez dit, avec la plus complète sincérité, aux stalinistes depuis 1924, que la cause du mal était seule jugable, que l'exposé du mal était le début du remède ; nous n'oublions pas ce qui constitue une méthode critique marxiste opposée au fétichisme et nous l'appliquons une fois encore pour nous-mêmes en publiant ce document.

Nous pensons que l'ouvrier révolutionnaire français, luttant pour la IV<sup>e</sup> Internationale mais refusant de s'organiser au P.O.I. et au P.C.I. « tant que durera la scission », a le droit de comprendre les causes de la scission autrement qu'en adoptant les clichés habituels. Ce militant a aussi le devoir de rejoindre nos rangs pour peser de tout le poids de nos progrès contre les fautes nuisant à la genèse de la construction de notre IV<sup>e</sup> Internationale.

Sur des problèmes importants (nature de l'Etat soviétique, défense de l'U.R.S.S., unité syndicale, P.O.U.M.), le R.S.A.P. a des positions qui sont différentes et opposées à celles que notre P.C.I. a définies. Est-ce là une raison pour admettre sans réserve les méthodes de lutte du « secrétariat sans électeurs », contre le R.S.A.P. et Sneevliet ? Nullement, nous disons même que le caractère abject de certaines accusations personnelles lancées au moment où s'approfondissent des divergences politiques, renforce le lien entre les militants faisant l'objet de ces accusations et ceux qui, soi-disant, les suivent, et, en tous cas trouble le débat sans profit pour les thèses politiques justes.

Nous n'avons jamais adulé les militants du R.S.A.P., nous n'avons pas négligé les réserves politiques quant au contenu des divergences il y a plusieurs années ; c'est une raison de plus pour inviter les lecteurs de « la Commune » à étudier le problème que pose aujourd'hui le R.S.A.P., ce centre international d'information qui est à créer pour informer malgré cette fraction du P.O.I. qui, selon le procès-verbal du C.C. de ce même P.O.I. (d'après Boitel), « doit continuer à être l'axe du Secrétariat International ».

Nos militants ont déterminé leurs positions politiques ; ils les exposent, se délimitent, mais sauront unir leurs efforts avec toutes les organisations révolutionnaires prolétariennes pour informer les militants et leur permettre de les déterminer. C'est le but de cette publication.

## UNE RÉOLUTION DU R.S.A.P. DE HOLLANDE

Au C.C. du P.C.I., Paris.

Cher Camarade,

Le R.S.A.P. (Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire de la Hollande) a discuté ses relations avec le soi-disant Secrétariat International pour la Quatrième Internationale. Le résultat des sessions du C.C. et du C.G. avec des fonctionnaires du parti au 12 et 13 mars 1938 a été la résolution, laquelle nous vous envoyons pour votre information.

Avec nos salutations révolutionnaires,  
Le Secrétaire du R.S.A.P.  
La Commission pour les relations internationales.

### RÉSOLUTION DU R.S.A.P. DE HOLLANDE

Les conférences du C.C. et du C.G. avec les fonctionnaires (1) du Parti au 12 et 13 mars 1938 à Amsterdam, discutant la situation concernant le travail préparatoire pour la Quatrième Internationale ;

Déclarent :

que le Parti n'a jamais négligé de reconnaître la faillite définitive de la II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales et de propager la nécessité du regroupement des travailleurs sur la base d'une nouvelle, Quatrième Internationale ;

que cette position est fixée documentairement par la signature du Parti sous la Lettre Ouverte — 1935, correspondant avec la Déclaration des Quatre d'août 1933 — la vie spirituelle du Parti est entièrement imprégnée des principes de ces documents.

Rejettent :

la suggestion que la direction du Parti ou quelques-uns de cette direction aient pu ces principes ou abandonné les principes du marxisme révolutionnaire ;

Déclarent :

que le soi-disant Centre de la Quatrième Internationale a travaillé d'une telle manière que la Quatrième Internationale, laquelle n'est pas encore née, a été sérieusement compromis dans les yeux des travailleurs honnêtes et révolutionnaires, pour les raisons suivantes :

a) en pratiquant des expériences inacceptables avec les sections et les organisations de la jeunesse construites avec des grandes difficultés, en dissolvant ces organisations et les faisant entrer dans la Deuxième Internationale, tandis que cette pratique a produit beaucoup de scissions et a repoussé plusieurs camarades dévoués et convalescents ;

b) en créant sans aucune préparation réelle un Institut, lequel s'appelle direction de la Quatrième Internationale et lequel prétend être le Centre possédant exclusivement toute la science marxiste et au même temps d'intervenir brutalement dans la vie des partis affiliés ;

c) en créant une espèce de dernier ressort, lequel presse la vie interne des sections dans une camisole de force, détruit la vie de ces sections et lequel fait organiser dans les conférences internationales une telle représentation, que ces conférences perdent toute leur valeur.

d) en créant des sentiments dans les partis affiliés dans le cas de résistance du côté de ces partis, négligeant totalement les décisions existantes de ces partis, avec le but de produire une rébellion contre le parti, son affaiblissement et la scission. Et, concernant le R.S.A.P., en lançant des accusations à l'adresse du président du Parti, Sneevliet, comme on l'a fait contre des camarades bien connus espagnols, des accusations qui ne sont que des diffamations politiques brutales et lesquelles ne heurtent pas seulement le président du Parti, mais toute la direction et le Parti lui-même. Ces accusations n'ont plus de sens que les accusations du stalinisme contre le « trotskisme » (2).

f) en suivant souvent les mêmes méthodes, lesquelles ressemblent totalement à celles de la Komintern, lesquelles ne peuvent que nuire à la préparation collective de la nouvelle Quatrième Internationale.

Les conférences déclarent :

que ces actes ne peuvent lui produire des conséquences et qu'il est nécessaire de résister

avec toutes nos forces, chaque travail détruisant, exécuté dans le parti conformément les ordres du Secrétariat International ;

que les conférences avec le S.I., dans la situation actuelle, sont inutiles et au-dessous de la dignité du parti à moins que les conditions suivantes soient acceptées.

Concernant la coopération dans la préparation de la Quatrième Internationale avec le S.I. de la Quatrième Internationale, que le R.S.A.P. considère comme une des forces existantes lesquelles reconnaissent la nécessité de la Quatrième Internationale, les conférences formulent les conditions suivantes :

1) dissolution de la section hollandaise des Bolcheviks-Léninistes, la réhabilitation du président du Parti et au même temps de la direction et du parti lui-même ;

2) la volonté de respecter les décisions existantes des partis et de discuter l'application de la discipline internationale seulement après la constitution réelle de la nouvelle Internationale, laquelle prendra ses propres mesures ;

3) la volonté du S.I. de préparer collectivement la Quatrième Internationale et de faire participer à ce travail les groupements lesquels acceptent les principes fondamentaux de la Déclaration des Quatre 1933 et de la Lettre ouverte de 1935 ;

4) Les conférences décident de s'abstenir de la participation aux conférences internationales du S.I. jusqu'à ces conditions seront acceptées ;

de faire appel aux camarades du Parti de continuer leur propagande pour l'idée de la Quatrième Internationale, et de travailler pour la constitution de cette Internationale, tandis que la direction du Parti créera et maintiendra des relations avec les Partis et les groupements, lesquels veulent participer au travail préparatoire ; de créer un service international d'information en faveur de la Quatrième Internationale.

Pour le R.S.A.P., l'alternative reste : la Quatrième Internationale ou la chute dans la barbarie.

Vive le marxisme-révolutionnaire !  
Vive le prolétariat mondial !

(1) N.D.L.R. — Il s'agit de ce que nous nommerons les responsables.

(2) Le 20 janvier 1938, L. D. Trotsky écrit à Van, un de ses secrétaires :

« Quant au camarade Vereecken, qui malheureusement s'éloigne de plus en plus du marxisme, il est extrêmement caractéristique qu'il trouve possible de soutenir Sneevliet dans sa lutte totalement opportuniste, désormais ouverte, contre la IV<sup>e</sup> Internationale et en même temps diriger contre nous son intransigence ultra-gauchiste. Pour ne pas priver le N.A.S. (Confédération des travailleurs révolutionnaires) de la manne gouvernementale, Sneevliet a pendant la paix une attitude totalement conciliatrice, diplomatique et équivoque envers son gouvernement. Peut-on croire un seul instant qu'en cas de guerre avec la participation de la Hollande, Sneevliet sera capable d'avoir une attitude révolutionnaire ? Un aveugle seulement pourrait le croire. » (Lettre publiée dans le Bulletin du P.S.R. Belge.)

### La guerre civile en Espagne

(Suite de la page 3)

Au fascisme, il n'existe pas d'autre opposition que la révolution socialiste ; à la dictature bourgeoise, la dictature du prolétariat.

C'est à l'avant-garde du prolétariat international qu'incombe la tâche de comprendre la portée de ces événements.

Unir l'Etat-major de la classe ouvrière est la principale tâche du moment actuel. Les bolcheviks-léninistes doivent se trouver à leur poste, s'ils ne veulent pas encourir les plus grandes responsabilités.

C'est la voie juste de la construction des partis de la révolution et qui conduit à la IV<sup>e</sup> Internationale pour assurer une direction pour la victoire de la révolution prolétarienne et venger les « Journées de Mai » de Barcelone.

## La guerre civile d'Espagne

# Au 1<sup>er</sup> ANNIVERSAIRE des "JOURNEES de MAI"

### La bourgeoisie démocratique prépare sa contre-révolution

LES sanglantes journées de Barcelone du 3 au 7 mai, font désormais partie de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire international. Elles ne pourront être ni oubliées ni effacées... Ce sont des délits qui se payent.

Nonobstant la position défensive assumée par la classe ouvrière en 1937, tout dépendait de son action. Une situation révolutionnaire, telle qu'elle se présentait encore en 1937 à la veille de la provocation contre-révolutionnaire staliniste-réformiste des journées de mai, ne pouvait pas s'éterniser... La crise révolutionnaire et la dualité de pouvoir devait se terminer complètement... d'une façon ou d'une autre : ou bien la classe ouvrière devait conquérir le pouvoir par la lutte armée violente, l'insurrection prolétarienne, ou bien la bourgeoisie, en reconquérant les positions perdues, passait à l'écrasement de la classe ouvrière, pour rétablir son pouvoir, sa dictature de classe.

Il ne pouvait pas exister une position intermédiaire entre les classes... Le pouvoir, même le plus démocratique qui s'exerce au moyen des organes de l'Etat, se révèle une dictature d'une classe sur les autres classes... L'Espagne ne pouvait pas échapper à cette loi d'airain.

### Quand l'arme de la politique fait place à la politique par les armes

Les « milices ouvrières », les « patrouilles de contrôle », les usines collectivisées, les collectivisations agricoles (les paysans ayant résolu le problème de la terre, de leurs propres mains), les libertés démocratiques pour tous les partis, organisations ou groupes ouvriers, la classe ouvrière armée... (sur les fronts, on combattait avec les drapeaux prolétariens) et toutes les autres conquêtes de la révolution obsédaient la bourgeoisie démocratique et l'antifascisme du front populaire, ne les laissaient pas dormir tranquilles. Une situation qui ne peut durer, tel était le mot d'ordre des partis bourgeois, réformiste et stalinien.

La contre-révolution républicaine démocratique préparait « en secret », au moyen de ses agents réformistes et stalinistes, la provocation et le massacre du 3 mai.

Le problème de la guerre, mal posé, les concessions faites, au cours de la lutte, à la démocratie, au réformisme et au stalinisme, la participation au pouvoir de la bourgeoisie, la dissolution des comités révolutionnaires, de la part des partis « révolutionnaires » : C.N.T., F.A.I., P.O.U.M., ont été les causes principales qui ont favorisé les plans de la contre-révolution.

Encore peu de jours avant le 3 mai, le P.O.U.M. « théorisait » la conquête du pouvoir sans violence, sans lutte armée ; ceci caractérisait clairement l'opportunisme de ce parti, et l'absence d'un parti révolutionnaire.

L'absence d'un plan de la révolution prolétarienne et d'une perspective de la guerre civile, la confusion de l'anarcho-syndicalisme, la crédulité des masses dans l'antifascisme ne pouvaient avoir d'autre effet : ce sont là des faits qui donnent une explication de la provocation et du massacre du 3 mai...

Les erreurs des bolcheviks-léninistes (du Secrétariat International) ont été, dans une certaine mesure, un obstacle à la formation et au regroupement de l'avant-garde de la

classe ouvrière. Sans ces erreurs, il est certain que la partie la plus consciente, la plus intelligente et combattive du prolétariat se serait élevée, en commençant du sein du P.O.U.M., à sa tâche historique pour reconstruire le parti révolutionnaire, condition de la victoire de la révolution.

Le plus tragique consiste en ce que cette politique d'erreurs veut encore continuer... en substituant la lutte politique à la lutte personnelle. Ceci ne peut nous surprendre de la part des divers Rous pour lesquels cette lutte de personnes est plus facile que d'apprendre et de rectifier les « erreurs » sur les événements d'Espagne.

3 mai 1937...

### nouvelle époque démocratique

La situation ne présentait pas d'autre solution que la lutte armée. Tout était prêt depuis quelques mois. Il ne manquait que le moment...

Rodriguez Salas (stalinien), chef de l'Ordre public, donna le signal de la provocation en occupant, accompagné d'un corps de gardes d'assaut et civils, la Centrale téléphonique, contrôlée et dirigée par les ouvriers. Spontanément, la classe ouvrière répond à la provocation, descend dans la rue avec les armes pour défendre ses conquêtes révolutionnaires.

Automatiquement, la grève générale est déclarée...

La lutte armée fait place aux luttes polémiques, politiques et théoriques ; il n'y a pas de doute : la classe la mieux préparée sortira victorieuse...

Le plan infernal de la contre-révolution a surpris l'ingénuité et la « simplicité pacifique » de la classe ouvrière, qui, pendant trois jours et trois nuits, donna les preuves d'une maturité politique vraiment exceptionnelle.

D'un côté, tout l'antifascisme bourgeois-stalinien-réformiste du Front populaire, avec son plan calculé froidement, et disposant d'une quantité considérable d'armes et de corps de gardes anti-ouvriers, sélectionnés, possédant une direction nationale et internationale...

Et, de l'autre côté, la classe ouvrière avec sa seule foi révolutionnaire, socialiste, anarchiste, poumiste, bolchevik-léniniste, etc..., sans un plan, dépourvue d'une direction révolutionnaire, provoquée, trahie, trompée, abandonnée à elle-même... par le « prolétariat international », par la politique infâme socialo-stalinienne.

Comment continuer la lutte ? La C.N.T. et la F.A.I. trahissent, commandent : « Arrêtez le feu » et ordonnent la reprise du travail... La lutte continue encore pendant deux jours...

Le P.O.U.M. qui théorisait la conquête pacifique du pouvoir, incapable de comprendre la gravité de la situation, dominé par l'opportunisme, le crétinisme ministériel, et par l'antifascisme, surpris par les événements, ne sait que faire... et suit le mouvement, à la remorque.

L'expérience a réussi... Les dernières décharges des mitrailleuses mettent fin à l'audace des prolétaires dans les barricades, qui croyaient à la révolution socialiste... résistant dans la lutte inégale...

Le feu cesse... Les derniers cadavres de prolétaires sont recueillis et on les compte par centaines... Une nouvelle époque démocratique s'ouvre...

Pour la première fois, le 3 mai 1937, le prolétariat révolutionnaire de Barcelone a réagi, les armes à la main, contre la mystification de l'antifascisme démocratique de la bourgeoisie, du stalinisme et du réformisme, sur un terrain de classe, brisant tout un passé de trahisons et de mensonges.

Dans les événements d'Espagne, le Front populaire s'est révélé comme le plus monstrueux monument de trahison de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale, pour écraser dans le sang la révolution socialiste et permettre l'existence du droit de propriété, du régime capitaliste, caché sous le masque de la démocratie. C'est la plus importante constatation sortie des journées de mai.

Le mouvement est vaincu, le prolétariat est écrasé, la provocation a triomphé. Le gouvernement Largo Caballero est renversé. La Catalogne est envahie par des forces armées contre-révolutionnaires retirées des fronts du Centre et de Madrid. Le gouvernement bonapartiste-policier Négrin est constitué. L'œuvre de vengeance commence, implacable. On arrête, on fusille, on menace...

Des militants révolutionnaires disparaissent. La terreur est instaurée. Un pouvoir « invisible » agit dans l'ombre... Qui tombe entre ses mains est assassiné. Nin, Berneri, Landau, Wolff, Moulin et tant d'autres ont disparu...

Les conquêtes ouvrières sont anéanties, les collectivités agricoles sont bannies, les patrouilles de contrôle dissoutes, les milices ouvrières « reconstituées » dans l'armée populaire... La censure policière bat son plein. Les organisations ouvrières et les syndicats sont soumis aux perquisitions régulières et au contrôle de la police toute puissante.

Le P.O.U.M. n'est pas déclaré hors-la-loi... mais ses dirigeants et des milliers de ses militants sont persécutés et arrêtés, assassinés, accusés d'espionnage, de haute trahison, et de « trotskysme »...

La bourgeoisie est rassurée. Le réformisme et le stalinisme chantent victoire de leurs méfaits, comme des corbeaux sur des charognes...

En échange, la victoire de la guerre contre Franco est promise... Les dirigeants de la C.N.T., F.A.I. et du P.O.U.M., et qui sait combien d'autres, ont cru, pendant ces événements tragiques contre-révolutionnaires, qui ne diffèrent en rien des méthodes du fascisme, que l'on pouvait vaincre le fascisme en maintenant l'alliance avec la démocratie. Ce leur dure encore...

C'est pour cette raison que le stalinisme et le réformisme peuvent « démontrer » (pour inspirer confiance à la démocratie internationale et à Staline) qu'en Espagne il ne s'agit pas de faire une révolution sociale, mais de rétablir l'ordre républicain, d'une démocratie parlementaire moderne.

Le dilemme n'est pas fascisme et socialisme mais démocratie et fascisme. Par conséquent, exterminer tout germe de révolutionnarisme « trotskyste » : c'est ce qu'a fait la république démocratique.

A la suite de ces événements, la progression du fascisme sur tous les fronts était inévitable. Les traitres de l'Etat-major militaire, les aventuriers de la politique démocratique, des égouts pourris des Cortès, le stalinisme, le réformisme trouvent libre cours. La reddition de Malaga, Bilbao, Santander, des Asturies et la fuite du gouvernement de Madrid à Valence et à Barcelone font partie du plan.

### Après la rupture du pont du Haut-Aragon

La seconde phase est constituée par la rupture du front du Haut-Aragon, ouvrant la voie au fascisme en Catalogne. La phase décisive est en cours. Tels sont les faits : face à la révolution socialiste, la démocratie, le réformisme, le stalinisme et tous leurs complices, de bonne ou de mauvaise foi, ont préféré ouvrir la voie au fascisme comme en Italie, trahissant l'occupation des usines en Allemagne, assassinant Liebknecht, Luxembourg en Autriche, etc...

(Suite au verso.)